

**Rencontres Régionales les 6 & 7 octobre 2023,
Cité de la voile Éric Tabarly, Lorient
« Solidarités en transition »**

Jacques Ould Aoudia

« La solidarité internationale au temps des bouleversements du monde »

0. Présentation personnelle

A cheval sur le Sud et le Nord (couple mixte entre France et Algérie). Douleur d'avoir vécu, comme enfant, dans *une guerre* entre deux communautés, rejeté par les deux communautés. Comme tant d'autres, assassinats de très proches.

« Economiste repenté » : d'avoir ignoré la limitation des ressources naturelles, alors que les économistes, qui travaillent à partir des ressources en stock et en flux pour analyser les dynamiques de la production, de la distribution, des échanges... ont totalement été *aveugles sur cette immense ponction de capital naturel* sur lequel s'est basé la croissance (du PIB) depuis le début des révolutions industrielles. Ce sont d'autres personnes qui ont alerté la planète !

Background intellectuel :

- Marx, puis critique du marxisme.
- Max Weber (sociétés de lien → sociétés de droit)
- et surtout Karl Polanyi (3 formes d'organisation sociale : 1/ la réciprocité ; 2/ la redistribution ; 3/ les rapports marchands),
- Cornelius Castoriadis (complexité du « moteur de l'histoire », imaginaire social comme base des institutions, bureaucratie – URSS - écologie... mais aveuglement sur le Sud),
- Pierre Legendre (aux origines de la divergence européenne du reste du monde),
- Panikkar (l'Asie sous domination occidentale, le double langage N et S),
- Xavier Ricard Lanata (philosophie écologique, géostratégie : « La tropicalisation du »onde"),
- Souleymane Bachir Diagne (universel / traduction).

Travail jusqu'en 2011 dans la Direction d'étude du ministère des Finances à Paris. Non fonctionnaire, liberté de mener mon travail sur le développement. Avec un focus sur les pays arabes et la Turquie et un intérêt pour les pays d'Asie du Sud Est qui se sont arrachés au sous-développement.

Travail sur le *lien entre institutions et développement* : comment les règles façonnent les dynamiques des sociétés, vers le développement économique, politique, social, ou vers d'autres fins.

En complément : fortement engagé dans une ONG franco-marocaine, Migrations & Développement, créée il y a bientôt 40 ans par un immigré marocain formé par le mouvement

syndical français (CFDT d'alors) en amitié avec un ingénieur Centralien venu du mouvement chrétien de gauche. Une ONG qui travaille sur une région du Maroc, d'où sont partis des milliers de jeunes hommes dans les années 60 dans le cadre d'accords de main d'œuvre entre les autorités marocaines et françaises.

Un privilège pour moi, d'avoir pu associer le travail « théorique » sur le développement et un engagement dans le développement sur le terrain, sur le « changement social »

1. Une situation particulière aujourd'hui pour la France et pour l'Europe à l'heure des manifestations de rejet qui se manifestent dans des sociétés au Sud. A l'heure de la réunion des BRICS

• Nous y sommes ! Le basculement du monde, produit de la mondialisation, touche désormais le champ des *représentations*. On avait déjà connu en Europe et en France la désindustrialisation, le chômage de masse, l'accès à bas prix aux produits de consommation « made in RP de Chine »...

Mais l'édifice symbolique, la « place de la France dans le monde » continuait de tenir.

- Une France qui faisait partie du top 5 des pays qui comptent dans le monde. Avec sa diplomatie, son armée, sa bombe atomique, son siège permanent au Conseil de sécurité, son influence dans les pays de son ancien empire colonial. Avec son rôle majeur en Europe.
- Un certain magister sur les relations entre Nord et Sud (« *la Maison brule, et nous regardons ailleurs* » ...). Mais aussi, souvenons-nous, avec sa capacité à refuser de se laisser entraîner derrière les Etats Unis, pour attaquer l'Iraq en 2003. Pour ne prendre qu'un des exemples récents...

C'est cela qui s'écroule avec fracas ! Le violent rejet dont est sujette la France dans les parties du monde où son influence était la plus grande prend une nature particulière.

Essayons de *mettre des mots* sur ces phénomènes brutaux à défaut d'être surprenants.

• Réunion des BRICS en Afrique du Sud, avec 40 pays candidats à les rejoindre. Extension de 5 à 11 pays. Il y a désormais « *deux éléphants dans la boutique de porcelaine* », mais pas de modèle alternatif.

- Des relations internationales rééquilibrées ?
- Une nouvelle gouvernance mondiale, « mise à jour » après le système issu de la Seconde Guerre Mondiale ?
- La fin du monopole du dollar ?
- Enjeux environnementaux !!! Destruction de l'environnement : vue en *flux* (au désavantage du Sud) ou vue en *stock* (... du Nord) ?

2. Partir du global : la mondialisation et le basculement du monde

Le « basculement du monde »,

- c'est ce rejet par des masses de jeunes de la France dans le Sahel (mais aussi au Maroc, avec le recul vertigineux de la langue française au profit de l'anglais et de l'arabe, sous influences des USA et des pays du Golfe)
- c'est le retrait de l'armée américaine d'Afghanistan en aout 2021, de l'armée française du Mali (aout 2022), du Niger (septembre 2023)
- c'est l'émergence de puissances nouvelles, dans le « Sud Global » (Chine... Inde... Brésil...) et leur regroupement en BRICS (cf la réunion en Afrique du Sud en aout 2023).

→ Détour par la comparaison entre deux métropoles d'empire : Grande Bretagne et France

Colonisations selon des modes différents (Jean François Grongnet) :

- Grande Bretagne : distance d'avec les gouvernances locales : ex du maintien des « Rois » comme au Ghana. Objectifs économiques clairement mis en avant, avec la religion comme relai / appui. Pas d'ambition civilisatrice.
- France : forte ingérence dans les sociétés au nom d'une mission civilisatrice des « Lumières » : Jules Ferry ! (« la destinée manifeste » à la Française) : combinaisons d'objectifs religieux (destruction des symboles de l'animisme – écueil de l'Islam), économiques, militaires.
Intrusion dans la gouvernance locale, modèle « républicain »

Dans les deux cas, double standard : dans la métropole / dans les colonies (voir infra)

Aujourd'hui, la situation post-impériale est fondamentalement différente :

- GB : continue de dominer le monde via son « enfant rebelle », les Etats Unis (guerre de libération contre les « tuniques rouges » fin XVIII° - La Fayette...) – Accords de sécurité (avec l'Australie : trois points clé sur le monde) – langue anglaise...
- France : pas de relai. Isolée dans sa posture post coloniale / post impériale. Décolonisations douloureuses (défaites à Dien Bien Phu, en Algérie...). « Dé post colonisation » actuelle, très douloureuse (Sahel)

Explique une partie du malaise de la société française : les dirigeants politiques effacent cette situation et continuent de faire comme si la France pesait comme avant dans le monde !

→ Dimension moins prise en compte mais tout aussi importante :

- L'émergence des milliards d'individus, principalement au Sud, qui ont accédé à une « éducation moderne » (une éducation donne une voix qui permet de dépasser le cercle de la famille, du quartier, du village...).

Avec la réduction de la taille des familles, l'urbanisation... et l'accès aux moyens digitaux de recevoir et d'émettre, nous nous trouvons avec une multiplication des voix et une montée de l'individualisme. Dans une transition difficile avec la rupture avec les régulations sociales traditionnelles.

Transition complexe, douloureuse, *société de liens* → *sociétés de droits* (Max Weber)

• Une mise en perspective de ce « basculement » (mériterait un séminaire entier)

L'amorce de ce basculement : l'émergence de quelques pays de la « petite péninsule asiatique » que constitue la pointe ouest de l'Europe sur une longue période du XII au XIX^e siècle. Angleterre, Pays Bas, quart Nord Est de la France, Belgique...

C'est le début de la « grande divergence » qui va détacher ces pays du reste du monde. Une série de révolutions au sens propre : individu, liberté, droits individuels, esprit critique, relation au travail, égalité (fin des statuts formels), rationalité, sciences.

Avec pour effets :

- Un développement économique, social, politique, organisationnel, financier, technique... sans précédent dans l'histoire humaine
- Qui permet une domination du monde grâce aux moyens techniques et organisationnels acquis. Domination, y compris des grandes nations à la culture millénaire (Chine, Inde...)

Mais cette domination du monde a entraîné d'autres phénomènes sur les populations du Sud, provoqués par l'action volontariste de l'Occident :

- L'explosion démographique mondiale (de quelques centaines de millions d'êtres humains à 8 milliards aujourd'hui en 2 siècles), résultat de l'action des pays du Nord sur la santé des populations au Sud (enclenchement de la « transition démographique »)
- La croissance de l'éducation moderne (on l'a vu précédemment) : généralisation de l'éducation : multiplication des capacités, des voix, pour le meilleur et pour le pire
- Mais aussi :
 - o Deux guerres mondiales au XX^e siècle entre pays du Nord qui ont entraîné presque toute la planète (millions de morts en URSS, en Chine...)
 - o Mondialisation commerciale et financière depuis 40 ans, la mondialisation libérale a provoqué deux résultats majeurs : i/ l'émergence de puissances non occidentales et ii/ la croissance des inégalités intra-pays. Au total, les grands gagnants de la mondialisation sont les pays émergents et les riches de tous les pays.
 - o Un mode de production et de consommation non extensible à toute la planète (réchauffement climatique)

Autre élément, le Double standard

Des principes d'un côté (au Nord), des applications de l'autre (au Sud). Esclavage... Colonisation au nom des Lumières...

- Panikkar en Indonésie (Age d'Or des Pays Bas – XVII^e : société ouverte, tolérante, accueillante aux Pays Bas, mais dans le même temps, déportation de dizaines de milliers d'esclaves chinois en Indonésie)
- Et aujourd'hui : déclenchement des guerres d'Irak (2003) et de Libye (2011) toutes deux sur de faux prétextes.
- Les enjeux environnementaux : les principaux responsables du stock de destruction (l'Occident) reculent les actions nécessaires en termes de solidarité avec les sociétés qui vont payer le prix fort des dérèglements climatiques...

Voilà quelques éléments qui alimentent la perception du Nord par les sociétés du Sud. Par exemple vis-à-vis de la guerre d'agression de la Russie sur l'Ukraine : « *c'est une guerre entre pays du Nord. On ne se laissera pas entrainer dans une nouvelle guerre mondiale (2 guerres mondiales, cela suffit !)* »

Pas de visée culpabilisatrice pour les sociétés du Nord

Mais tentative de comprendre le point de vue des sociétés du Sud sur leur perception de leur situation dans le monde ! On n'est pas responsable des actions de nos ancêtres, mais de notre position aujourd'hui !

Avec leur puissance économique, avec leur capital humain, avec leur poids démographique, **les sociétés du Sud relèvent la tête...**

- ... dans le désordre (Sahel, échec des « révolutions arabes »),
- ... l'insécurité meurtrière (Sahel, Pakistan, Amérique centrale),
- ... les raidissements autoritaires (Chine, Russie, Turquie, Thaïlande...),
- .. les jeux complexes des « alliances multiples » (Inde, Brésil, Arabie Saoudite...)
- ... le tâtonnement (BRICS : dédollarisation...)

Monde « multipolaire » plus insécure : multiplication des acteurs, étatiques et non étatiques (firmes multinationales, mafias, réseaux terroristes...) - (Bertrand Badie)

C'est le cadre global à garder en tête pour situer des questionnements sur le « développement »

3. Ce basculement du monde nous oblige à questionner les mots courants dans le champ du « développement »

Travailler à renommer les choses. Le basculement du monde qui s'affiche chaque jour sous nos yeux impose aujourd'hui de revoir les relations entre Sud et Nord. Des mots clé de la coopération et du développement sont aujourd'hui épuisés, ils ont perdu leur sens

LES MOTS : « Développement », « aide », « pauvreté », « corruption », « gouvernance »... sont à revisiter profondément. Ces nouvelles approches sont largement documentées par des études académiques. L'expression « Sud global » émergent depuis peu.

« Aide au Développement » : revisitons les mots 'aide' et 'développement'

« Aide »

L'aide relève d'un type de relation qui n'entre dans *aucune des relations sociales stables*, anthropologiquement assumées par les sociétés (je ne parle pas ici de l'aide en situation d'urgence).

Ces relations stables sont la *réciprocité* (pour créer et entretenir le lien) ; la *redistribution* (vers un centre qui prélève et distribue) ; et l'*échange marchand*. (Karl Polanyi)

L'aide se situe dans un registre biaisé, où le discours affiché cache les véritables objectifs.

Une relation ainsi fautive, quand elle dure comme c'est le cas pour 'l'aide', tend à pervertir les deux parties, donateur comme receveur.

Dans cet esprit, on peut comprendre pourquoi « l'aide au développement » ne produit pas les résultats annoncés et finit par maintenir des relations de domination du Nord sur le Sud.

Les pays qui se sont arrachés au sous-développement (Asie du Sud Est) N'ONT PAS SUIVI LES PRESCRIPTIONS DES IFIs !! Et ont reçu très peu d'aide, ou en ont géré la décroissance (Corée du Sud)

« Développement »

Ce mot est doublement questionné.

1/ est-on sûr que toutes les sociétés souhaitent le développement tel que conçu au Nord ?

Le développement compris non comme accumulation de biens de consommation et de biens publics (santé et éducation) qui en sont les résultats. Mais comme un changement radical par rapport au monde (esprit critique, égalité des droits, renversement du rapport au travail...).

Peut-on concevoir au Nord que d'autres sociétés aient d'autres priorités que le développement économique ? L'économisme qui a envahi nos esprits au Nord ne nous rend pas aveugle ?

2/ le développement et l'environnement

Tous les pays du monde ne pourront pas atteindre le même niveau de consommation de biens matériels que celui actuellement pratiqué dans les pays du Nord. Le sauvetage de la planète passera par la réduction de la consommation matérielle au Nord et une certaine augmentation au Sud. Le débat sur le 'développement' porte donc autant au Nord qu'au Sud.

Le « développement » reste fixé sur des objectifs productivistes et ses instruments d'observation n'ont pas changé (PIB...)

Autre mot « pauvreté »

- Pauvreté monétaire comme l'appréhende l'approche standard ?
- Pauvreté dans un sens élargi, en termes de 'capacités' (Amartya Sen) ? (vivre en bonne santé, éduqué, libre) – reste au niveau individuel
- Ou pauvreté comme *situation d'isolement* dans une vision collective de lien social et non uniquement matérielle/monétaire et individuelle ?

« Corruption »

- Au Sud, la capture de ressources par proximité avec le pouvoir (pour la grande corruption) est-elle si différente dans ses effets de la *capture de l'État* ('*state capture*') par l'industrie financière (et autres industries des grandes multinationales) aux USA, en GB, à Bruxelles et à Paris depuis 30 ans ?

Entendu d'un ami Thaïlandais à propos de la grande corruption au Sud et au Nord : « *Grande corruption au Nord et au Sud. Mais vous (au Nord), vous vous essuyez la bouche !* »

« Gouvernance »

La politique de 'bonne gouvernance' conçue par la Banque mondiale comme une somme de procédures techniques calquées sur les règles du Nord et projetées sur les Sud, a largement échoué. Elle était censée assurer le décollage économique !

La véritable question de la gouvernance posée au Sud porte sur la légitimité des gouvernants et la souveraineté des Pays, y compris sur leurs ressources naturelles. Non sur le respect abstrait des dispositifs formels (élections...) conçus au Nord et projetés tels quels sur les sociétés du Sud, y compris via des dirigeants du Sud.

Elle porte aussi sur les capacités de gouvernance spécifiques à élaborer leur modèle de développement (politique, économique, social, culturel...) d'une façon endogène. Avec, attendus, des tâtonnements, échecs, apprentissage.... Emprunts à l'extérieur, mais d'une façon volontaire, non imposée...

« Démocratie et élections »

La démocratie et les élections, comme toutes les institutions, ne fonctionnent que si les 'imaginaires sociaux instituant' soutiennent ces institutions. Dire cela, c'est dire au moins deux choses.

1/ croire que la légitimité des règles et des dirigeants ne procède pas d'une instance surnaturelle (Dieu, les Dieux, les Ancêtres...) mais *procède des hommes*, ce qui signifie que ces règles sont critiquables et modifiables par les hommes ;

et 2/ croire que les hommes sont *égaux devant la loi*, et non pris dans des logiques de statuts hiérarchisés.

➔ Des milliards d'hommes sur terre ne sont pas dans ces 'imaginaires sociaux' nécessaires pour soutenir la démocratie mais dans d'autres imaginaires.

➔ Ainsi, la démocratie ne s'identifie pas aux élections. Car celles-ci ne se déroulent conformément aux règles instituées que si elles sont soutenues dans les populations par les imaginaires qui 'vont avec'.

L'universalisme a été proclamé par les pays dominants qui ont pensé que ce qui avait été élaboré par eux était valable pour toute l'humanité.

Or cette « exportation » des valeurs dites universelles s'est accompagnée d'une *domination* qui n'a pas cessé depuis la grande divergence de certains pays d'Europe. Qui ont eu les moyens de dominer le monde (esclavage, colonisation, néo colonialisme...) et d'imposer, jusque-là, leur récit.

A cet « universalisme vertical », Souleymane Bachir Diagne propose un universalisme à construire, « horizontal », en prenant la traduction des écrits, des paroles, comme un objet philosophique. Un objet nécessaire pour assurer la compréhension sans domination.

Et même « Solidarité » !

Contestation de ce mot par des jeunes des sociétés du Sud. La solidarité enferme dans la relation Nord-Sud « *la main qui donne est toujours au-dessus de la main qui reçoit* ». Désir de réciprocité, d'égalité. Un thème qui a été largement repris ces deux journées de travail par les différents intervenants sur la Solidarité Internationale, notamment par les jeunes.

4. L'action du colibri : mon engagement dans une ONG de développement : « Migrations & Développement », créée en 1986 par des migrants vivant et travaillant dans le sud de la France

Un exemple d'action sur le terrain, dans un Massif de l'Atlas marocain, avec les villageois qui se battent pour maintenir la vie sur des espaces profondément dégradés par le changement climatique et les actions anthropiques (des êtres humains) : surpâturage notamment.

Des villageois qui souhaitent créer les conditions pour que la mobilité (le départ vers la ville, vers l'émigration) résulte *d'un choix*, pas de contraintes par manque d'eau, d'école, de goudron sur la route, de santé, de réseau, de revenus...

Ce désir des populations locales constitue la base de notre action en tant qu'ONG. Son principe, c'est de soutenir le désir de changement et d'action des populations.

Pour faire de la mobilité un choix : rester, partir, revenir. Et non pas fuir les contraintes climatiques ou autres. → MOBILITE VOLONTAIRE

Comment penser une autre façon de soutenir le « développement » ? Réhabilitation du local : les « communs » (portés par les communautés traditionnelles) à articuler avec les institutions modernes (comme les Communes). Importance de nous appuyer sur la démocratie participative, en lien avec les aspirations partout des sociétés à des gestions de proximité (émergence de l'individu...)

5. Conclusion : que reste-t-il pour les relations entre sociétés du Nord et sociétés du Sud ?

Il reste l'immense champ des *biens publics* mondiaux.

Les biens publics appliqués à l'échelle mondiale. Comme l'environnement, la biodiversité, mais aussi la paix, la stabilité économique, la régulation financière, l'accès aux biens de base (eau, terre, santé, éducation...). A soutenir, de la plus grande à la plus petite échelle, dans un esprit de *réciprocité*, d'engagement mutuel, de transmission dans les deux sens, du Nord au Sud, mais aussi du Sud au Nord.

La défense de l'environnement et l'extension des biens publics : enjeu social, environnemental, démocratique !

La réponse aujourd'hui est d'abandonner l'approche par l'aide du Nord au Sud. Pour lui substituer l'approche par les biens publics mondiaux (ou régionaux).

Cette approche par les biens publics affronte les défis collectifs qui ne passent pas par la coupure entre Nord et Sud. Mais qui concernent toute la planète et demandent *une approche en réciprocité*. Climat, santé, eau, recherche agronomique, dépollution des mers, protection de la biodiversité, accès aux biens essentiels, santé publique...

Une approche qui mobilise la démocratie participative, notamment au niveau local (ex de la gestion de l'eau au niveau d'un bassin versant)

Ces nouvelles dimensions de la Solidarité Internationale sont essentiellement portées par les jeunes qui souhaitent donner à ce mouvement un jour nouveau. En phase profonde avec les bouleversements du monde que nous vivons.

& & &